

Armes à feu: Dupuis dénonce «l'entourloupette» d'Ottawa

Martin Ouellet

La Presse Canadienne

Québec

Cyberpresse, 5 novembre 2009

Avec la complicité des députés conservateurs québécois, le gouvernement Harper a employé une «entourloupette» pour saper le registre national des armes à feu, a dénoncé Jacques Dupuis, jeudi.

Le ministre québécois de la Sécurité publique a condamné avec virulence le vote majoritaire des Communes en faveur du projet de loi C-391, qui prévoit supprimer l'obligation d'inscrire les armes de chasse au registre national.

Irrité, M. Dupuis a dit vouloir se rendre à Ottawa à la tête d'une délégation non-partisane afin de défendre l'intégrité du registre.

En point de presse à l'Assemblée nationale, le ministre a accusé les conservateurs d'avoir manigancé pour que le projet de loi fasse l'objet d'un vote libre et puisse ainsi franchir une nouvelle étape vers son adoption.

«Ce qui me déçoit le plus, c'est que le gouvernement conservateur a usé d'une entourloupette, faisant déposer le projet de loi par une députée. Il en a fait un projet de loi privé pour qu'il n'y ait pas de ligne de parti (à l'occasion du vote)», a fulminé le ministre.

De fait, le vote «libre» s'est soldé mercredi par le compte de 164 voix en faveur du projet de loi de la conservatrice Candice Hoepfner et de 137 contre.

M. Dupuis s'en est pris plus particulièrement aux députés conservateurs du Québec qui ont tous appuyé le projet de loi aux côtés de leurs collègues du reste du pays et d'une poignée de libéraux et de néo-démocrates.

Ce faisant, a-t-il dit, les conservateurs québécois ont ignoré la position unanime de l'Assemblée nationale et celle de la Coalition pour le contrôle des armes, un groupe auquel adhèrent policiers, psychologues et parents des victimes de la tuerie de Polytechnique.

«Je ne peux qu'exprimer ma déception au fait que les députés conservateurs québécois n'aient pas prêté une oreille suffisamment attentive aux représentations qu'a fait le Québec», a fait valoir le ministre, pesant chacun de ses mots.

Mais la bataille pour empêcher l'abolition du registre national des armes à feu n'est pas encore perdue, a pris soin de préciser M. Dupuis.

La pièce législative controversée a été renvoyée pour étude devant un comité en prévision d'un vote final éventuel en troisième lecture.

Le ministre a dit souhaiter être entendu par le comité afin de défendre la position du Québec.

«Je souhaiterais y aller avec tous les membres de la coalition et des représentants de l'opposition (...) On va continuer à se battre», a-t-il soulevé.